

EPI EST

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

**Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Cabinet ACP

Société de Commissariat aux Comptes,
Membre de la Compagnie régionale de la Réunion
06, rue Pasteur
97400 Saint Denis
B 479 736 316 RCS Saint Denis



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

EPI EST

Amiral Bouvet
11-12 Résidence Atalante
97470 Saint Benoît

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Mesdames et Messieurs les adhérents,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **EPI EST** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.../...



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels appellent de notre part l'observation suivante sur le tableau relatif aux délais de paiement des factures reçues et non réglées au 31 décembre 2023 : la ventilation par tranches des factures reçues et non réglées à la date de clôture de l'exercice ne concorde pas avec la comptabilité.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion ;
- le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Saint Denis, le 05 mars 2024

Le Commissaire aux comptes,

ACP

ACP
Société de Commissariat aux comptes
SAS au capital de 7 500 €
6 Rue Pasteur
97400 SAINT-DENIS
Siret : 479 736 316 00049 – APE : 6920 Z

Patrick PATCHEZ

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	199	199		
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	54 690	37 696	16 995	25 910
Immobilisations financières				
<i>Autres immobilisations financières</i>	1 516		1 516	1 516
Total I	56 405	37 895	18 511	27 426
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Marchandises</i>	1 056		1 056	1 870
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	108		108	96
Créances				
<i>Autres créances</i>	83 716		83 716	64 923
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	234 060		234 060	207 556
<i>Charges constatés d'avance</i>	226		226	226
Total II	319 166		319 166	274 670
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	375 571	37 895	337 677	302 096
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>	20 632	20 632
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	205 020	230 694
Excédent ou déficit de l'exercice	-41 855	-25 675
Situation nette (sous-total)	183 796	225 651
Subventions d'investissement	10 396	17 165
Total I	194 192	242 816
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	46 980	46 980
Total III	46 980	46 980
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 460	5 316
Dettes fiscales et sociales	10 696	6 984
Produits constatés d'avance	80 348	
Total IV	96 505	12 300
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	337 677	302 096
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	96 505	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>	6 227	7 143
<i>Ventes de prestations de services</i>	240	150
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	220 943	220 253
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	46 980	17 010
Autres produits	3	5
Total I	274 393	244 560
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	25 877	21 471
Variation des stocks	814	3 605
Autres achats et charges externes	42 948	38 303
Impôts, taxes et versements assimilés	766	1 445
Salaires et traitements	129 018	122 197
Charges sociales	15 198	10 765
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 356	8 497
Dotations aux provisions	46 980	46 980
Autres charges	52 148	24 529
Total II	323 105	277 791
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-48 712	-33 231
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	102	16
Total III	102	16
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	102	16

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-48 611	-33 216
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	45	691
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	6 769	6 850
Total V	6 814	7 541
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	58	
Total VI	58	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	6 756	7 541
Total des produits (I+III+V)	281 309	252 117
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	323 164	277 791
EXCEDENT OU DEFICIT	-41 855	-25 675

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : EPI EST

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 337 677 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 41 855 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'Association Epi-Est régie par la loi 1901 a été créée en 2002, pour répondre aux besoins exprimés par les habitants des communes de l'Est suite à un diagnostic réalisé par les acteurs du territoire :

1) Elle se donne alors pour objectif d'assurer une aide alimentaire aux personnes connaissant des difficultés financières et alimentaires. Cet objectif est mis en oeuvre via un dispositif de type Epicerie Sociale qui ouvre ses portes le 02 décembre 2003.

La finalité recherchée : « responsabiliser les familles et leur rendre leur dignité à travers une démarche participative »

2) Face aux problématiques relatives au logement que rencontrent les familles accompagnées en épicerie (dettes de loyer, d'eau et d'électricité, difficultés d'accès au logement...), l'Association a souhaité mettre en place le dispositif d'Accompagnement social lié au logement (ASLL) afin de compléter le travail effectué en épicerie.

En octobre 2011, l'Association obtient un agrément pour mettre en oeuvre les mesures d'accompagnement social lié au logement. Dans ce cadre, un temps plein est recruté.

Au vu des demandes recrudescentes, EPI-EST compte depuis août 2013, deux postes à temps plein sur le dispositif ASLL. En juillet 2017, EPI-EST a signé une convention pluriannuelle pour l'ASLL. En décembre 2020, cette convention a été reconduite par un avenant de 6 mois de janvier à juin 2021.

En juillet 2021, une nouvelle convention pluriannuelle a été signée pour la période de 2021 à 2024. Dans le cadre de cette convention, l'Association a pu bénéficier d'un nouveau poste de travailleur social à temps partiel soit, au total, 2.5 ETP sur le dispositif ASLL.

OBJET :

- Epicerie Sociale pour les familles en situation de précarité résidant sur le territoire EST de l'île (Bras Panon, Plaine des Palmistes, Saint André, Saint Benoit, Sainte Rose, Salazie)
- Espace socio-éducatif permettant leur accompagnement budgétaire et leur insertion sociale.
- Accompagnement social lié au logement sur le territoire EST de l'île (Bras Panon, Plaine des Palmistes, Saint André, Saint Benoit, Sainte Rose, Salazie)

Règles et méthodes comptables

ACTIVITES :

- Proposer l'achat de denrées et de produits de première nécessité, avec une participation de 10% de la valeur commerciale pour le bénéficiaire.
- Aider à la gestion des budgets, l'écoute, débats, formations, conseils.
- Proposer de vêtements de récupération à petits prix dans le cadre de sa friperie
- Permettre le maintien ou l'accès dans le logement à travers un accompagnement individuel à domicile.

MOYEN MIS EN OEUVRE

Contributions financières des projets (subventions) par les partenaires suivants :

- ANDES
- Département
- Mairie de Saint Benoit
- Région
- CAF

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Règles et méthodes comptables

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations incorporelles	199			199
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	15 944			15 944
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	34 651	499	6 138	29 011
- Emballages récupérables et divers	9 735			9 735
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	60 330	499	6 138	54 690
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	1 516			1 516
Immobilisations financières	1 516			1 516
ACTIF IMMOBILISE	62 044	499	6 138	56 405

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		499		499
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		499		499
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		6 138		6 138
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		6 138		6 138

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	199			199
Immobilisations incorporelles	199			199
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport	6 130	3 189		9 319
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	21 970	4 865	6 138	20 697
- Emballages récupérables et divers	6 320	1 360		7 680
Immobilisations corporelles	34 420	9 414	6 138	37 696
ACTIF IMMOBILISE	34 619	9 414	6 138	37 895

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 85 458 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	1 516		1 516
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	83 716	83 716	
Charges constatées d'avance	226	226	
Total	85 458	83 942	1 516
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Produits à recevoir	3 105
Total	3 105

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise <i>Dont générosité du public</i>	20 632				20 632
Fonds propres avec droit de reprise <i>Dont générosité du public</i>					
Ecart de réévaluation					
Réserves <i>Dont générosité du public</i>		-25 675		-25 675	
Report à nouveau <i>Dont générosité du public</i>	230 694			25 675	205 020
Excédent ou déficit de l'exercice <i>Dont générosité du public</i>	-25 675	25 675		41 855	-41 855
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	17 165			6 769	10 396
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires (Commodat)					
TOTAL	242 816			48 624	194 192

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	46 980	46 980	46 980		46 980
Total	46 980	46 980	46 980		46 980
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		46 980	46 980		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 96 505 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 460	5 460		
Dettes fiscales et sociales	10 696	10 696		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	80 348	80 348		
Total	96 505	96 505		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fourn - fact non parvenues	4 638
Dettes prov. congés à payer	5 417
Charges sociales congés à payer	574
Total	10 630

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	226		
Total	226		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	79 319		
Total	79 319		



06, rue Pasteur
97400 Saint Denis

Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie
régionale de la Réunion

EPI EST

Amiral Bouvet
11-12 Résidence Atalante
97470 Saint Benoît

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Mesdames et Messieurs les Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de telles conventions.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions déjà approuvées par l'organe délibérant

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Saint Denis, le 05 mars 2024

Le Commissaire aux comptes,

ACP
ACP Société de Commissariat aux comptes
SAS au capital de 7 500 €
6 Rue Pasteur
97400 SAINT-DENIS
Siret : 479 736 316 00049 – APE : 6920 Z

Patrick PATCHEZ

Société par Actions Simplifiée au capital de 7 500 euros
Société de Commissariat aux comptes, membre de la Compagnie régionale de la Réunion
B 479 736 316 RCS Saint Denis